

Question n°1. Avez-vous des commentaires sur la contribution de la 4G au développement du haut et du très haut débit mobile, et notamment sur les performances qu'il est permis

d'attendre **La grande variabilité de la qualité de service en fonction de la position et du trafic va dans le sens de la mise en œuvre de microstations de faibles puissances. Par ailleurs, pour des raisons sanitaires autant que de performances, il serait souhaitable dès aujourd'hui d'explorer des bandes de fréquences plus élevées (> 10 GHz).**

Question n°2. Avez-vous des commentaires sur les obligations de déploiement au niveau métropolitain et départemental envisageables compte tenu des objectifs d'aménagement numérique du territoire de la procédure d'attribution des fréquences à 800 MHz, et sur les taux de couverture à retenir ? Pouvez-vous quantifier l'impact des différentes obligations proposées sur la valorisation du spectre ? Est-ce que la caractérisation de la couverture par un service d'accès mobile à très haut débit d'au moins 60 Mbit/s vous paraît

appropriée ? **Le mot clé est la mutualisation. On connaît l'absurdité de la pluralité des infrastructures, trois opérateurs aujourd'hui, quatre demain... Une fois réalisée cette mutualisation et chaque opérateur devenant opérateur virtuel du réseau global, on aura une possibilité de rationalisation.**

Question n°3. Avez-vous des commentaires sur la définition de la zone prioritaire et sur

l'échéancier spécifique qui pourrait être imposé dans cette zone ? **Tout le monde peut s'accorder sur la définition d'une zone prioritaire, mais il faut aussi envisager de maintenir des zones de très faibles expositions hertziennes car c'est aujourd'hui une demande de la société.**

Question n°4. Quelles obligations de mutualisation de réseau à 800 MHz vous paraissent nécessaires pour remplir des objectifs ambitieux de couverture du territoire ? Avez-vous des commentaires sur la nature et le périmètre géographique qui pourraient être envisagés pour de telles obligations ? **La mutualisation devrait être générale.**

Question n°5. Faut-il prévoir ex ante une disposition accordant un droit à tout titulaire de bloc de 5 MHz de pouvoir bénéficier d'une mutualisation de fréquences avec les autres titulaires de blocs à 5 MHz pour mettre en œuvre des canalisations d'au moins 10 MHz – c'est-à-dire prévoir ex ante une obligation réciproque entre titulaires de blocs de 5 MHz de faire droit aux demandes raisonnables de mutualisation de fréquences en vue de la mise en œuvre de canalisations d'au moins 10 MHz en zone de déploiement prioritaire ?

D'autres dispositions relatives à la mutualisation des fréquences vous paraissent-elles nécessaires ? **Même réponse que précédemment.**

Question n°6. Un pré-découpage de la bande 800 MHz en quatre blocs vous paraît-il approprié ? Dans quelle mesure une attribution de la bande 800 MHz à 4 opérateurs doit-elle être privilégiée ? Quel devrait être, selon vous, le contenu d'un éventuel engagement d'ouverture de réseau en itinérance si un cumul de fréquences conduisant à moins de 4 licences est autorisé ? Quelle solution de pré-découpage vous paraît-elle préférable : 2 blocs de 10 MHz et 2 de 5 MHz, ou 1 bloc de 15 MHz et 3 blocs de 5 MHz ? Quel agencement de blocs vous paraît devoir être privilégié **Là encore, la multiplicité des infrastructures est absurde.**

Question n°7. Avez-vous des commentaires sur la prise en compte des enjeux concurrentiels dans la bande 2,6 GHz **Cette notion de concurrence sur une fréquence est là encore dépourvue de sens, la seule concurrence pertinente porte sur les offres de services et les tarifs.**

Question n°8. Dans le cas où serait mis en œuvre un critère de sélection sur les conditions d'accueil des MVNO, des adaptations par rapport au schéma utilisé pour l'attribution des fréquences résiduelles dans la bande 2,1 GHz vous paraissent-elles opportunes ? Faut-il en particulier maintenir les trois niveaux d'engagements et reconduire les mêmes pondérations pour la procédure d'attribution de bande 2,6 GHz ? Dans quelle mesure la valeur économique des fréquences pour le très haut débit mobile peut-elle avoir un impact sur ces choix ? Votre analyse diffère-t-elle selon la bande considérée **Avant tout il faut s'interroger sur l'impact sanitaire desdites fréquences et éventuellement renoncer à leur mise en œuvre. L'ensemble de la bande pose problème mais il est possible que certaines fenêtres fréquentielles permettent de limiter les effets.**

Question n°9. Avez-vous des commentaires sur les enjeux de valorisation dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz ? Quel éclairage pouvez-vous apporter sur l'impact sur la valorisation du spectre des principales dispositions mentionnées dans la présente consultation pour prendre en compte les enjeux d'aménagement du territoire et

d'équilibre concurrentiel dans l'accès au spectre **La mutualisation globale résout cette question.**

© Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

86

Consultation publique sur les bandes de fréquences pour le haut et très haut débit mobile dans les départements et collectivités d'Outre-mer

Consultation publique sur les bandes de fréquences pour le haut et très haut débit mobile dans les départements et collectivités d'Outre-mer

Question n°10. Dans quelle mesure les dispositions présentées vous paraissent-elles correspondre à un équilibre approprié entre les objectifs d'aménagement du territoire, de concurrence sur le marché mobile et de valorisation du spectre ? **Les fréquences doivent être attribuées en bloc au réseau mutualisé.**

Question n°11. L'approche sur la neutralité technologique et de service dans les différentes bandes présentée ci-dessus et, en particulier, le traitement de la réutilisation de la bande 1800 MHz par d'autres systèmes que ceux de deuxième génération vous paraît-elle pertinente ? Une adaptation du montant des redevances prévu par le décret 2007-1532 modifié vous paraît-elle souhaitable ? **Les modulations doivent être adaptées aux contraintes techniques et permettre l'innovation. Cependant, là encore, les questions sanitaires doivent absolument intervenir.**

Question n°12. Vous paraît-il souhaitable d'ouvrir dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz, la possibilité de cession ou de mise à disposition d'autorisation d'utilisation de fréquences, notamment pour permettre la mutualisation de fréquences entre opérateurs ? **Tout ce qui permet la mutualisation est une bonne chose mais autant opérer de manière globale.**

Question n°13. Quels sont, selon vous, les enjeux d'une éventuelle ouverture au marché secondaire des bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2,1 GHz ? Dans l'hypothèse où cette possibilité serait ouverte dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz, quels seraient les avantages et les inconvénients d'un élargissement de cette ouverture à ces trois bandes ?

Un tel élargissement vous paraît-il souhaitable ? Dans quel calendrier ? **Il faut réduire autant que possible la nuisance hertzienne et choisir les fréquences en fonction de cette contrainte.**

Question n°14. Cette démarche et ce calendrier prévisionnel appellent-ils des commentaires de votre part ? **Là encore, attribution globale des fréquences.**

Question n°15. Le sujet de la coexistence de part et d'autre de 790 MHz entre service

mobile et service de radiodiffusion appelle-t-il des commentaires de votre part ? **Rien de particulier a priori.**

Question n°16. Vous paraît-il nécessaire de rendre obligatoire sur certaines zones le

déploiement d'un réseau mutualisé par l'ensemble des opérateurs selon le dispositif

présenté ci-dessus ? **Réseau mutualisé partout.**

Question n°17. Avez-vous des commentaires sur les critères de sélection qui pourraient être

envisagés pour la procédure d'attribution dans la bande 800 MHz ? **Sans objet dans le cadre d'un système globalisé.**

Question n°18. Avez-vous des commentaires sur les conditions techniques d'utilisation des

fréquences FDD de la bande 2,6 GHz ? **Là encore le réseau global apporte des réponses simples.**

Question n°19. Avez-vous des commentaires sur les critères de sélection qui pourraient être

envisagés pour la procédure d'attribution dans la bande 2,6 GHz ? **Voir ci-dessus.**

Question n°20. Dans quel calendrier vous paraît-il pertinent que soit lancée une procédure

d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences pour le déploiement de réseaux

mobiles dans la partie TDD de la bande 2,6 GHz ? Avez-vous à ce stade des

commentaires sur les conditions techniques à appliquer dans la partie TDD de la bande

2,6 GHz, afin notamment de permettre la coexistence avec la partie FDD de la bande ?

Une approche tendant à différer, à ce stade, l'attribution de la partie TDD de la bande 2,6

GHz pour mieux la valoriser ultérieurement et à prévoir un nouveau bilan fin 2011 en

liaison avec l'aboutissement des travaux sur les nouveaux usages dans d'autres bandes

TDD, notamment la bande 2010 – 2025 MHz, vous paraît-elle adaptée ? **Faire précéder toute opération par le mutualisation.**

Question n°21. Les contributeurs sont invités à formuler tout commentaire complémentaire

qu'ils jugeraient pertinent **Réduire les nuisances, rationaliser l'utilisation des matériels et des logiciels... en deux mots : être efficaces.**